Union européenne ou Europe intégrale

Entre une « *Mitteleuropa* » et une « Europe intégrale »

Avant de s'aventurer dans cette immense forêt – une vraie « jungle » – des différentes « opinions », « idées », rêves et utopies concernant l'avenir du continent européen – la future « EUROPE » –, qu'il me soit permis au préalable de réfléchir – à haute voix – à quelques petites questions :

Tout d'abord, il me paraît normal qu'après 1989 tout intellectuel de bon sens se préoccupe des « solutions », « modalités », « voies », « moyens » etc., avec (ou par) lesquels on pourrait, d'une manière ou d'une autre, résoudre le « problème ». J'entends par là l'intégration européenne, la restructuration graduelle du continent. Cet état d'esprit est donc – passez-moi le mot – d'une grande banalité, bien que très préoccupant. Il explique, entre autres, – dans l'espoir d'une réponse quelconque, bien sûr – le cycle de ces cinq conférences organisées par le *Centre Lelewel* ainsi d'ailleurs que la présence de ma modeste personne dans la capitale du Brabant historique, laquelle sera un beau jour, espérons-le, un des centres

les plus importants d'une « Europe unie » ou, le cas échéant, des « États-Unis d'Europe », voire de l'Union des États fédérés d'Europe... Nous verrons !

Mais, pour l'amour de Dieu, de quelle « Europe » s'agit-il ? Certes, l'inquiétude générale domine les cercles intellectuels et les cabinets ministériels qui observent l'extrême mobilité, élasticité, variété et fragilité de « l'idée européenne ». Mais, il n'est pas moins vrai que cette angoisse bien compréhensible implique ou peut aisément contenir – dès le départ – des ressentiments historiques ou du moins des prédispositions cachées, voire des soupçons latents plus ou moins fondés. S'il n'en était pas ainsi, pourrais-je, quant à moi (intellectuel issu du tissu sociohistorique hongrois), me poser la question juste après avoir lu le titre de la conférence de ce soir ? En effet, selon moi et à tort peut-être, *Mitteleuropa* signifie avant tout une région historico-géographique à la connotation indésirable et à éviter à tout prix : celle d'une entité géopolitique dominée jadis par l'Allemagne du Troisième *Reich*, de triste mémoire entre les deux guerres mondiales et puis – en tant que *Ostblock*, « camp socialiste », « pays satellites », « pays de l'Est », et ainsi de suite –, en récompense de ces services incommensurables dans le combat contre le Nazisme, par l'Empire soviétique, l'illustre défunt et, de toute façon – apparemment – le grand perdant de la fameuse année 1989.

Mais permettez-moi de vous demander aussi franchement que possible : est-ce vrai ? L'Union soviétique, disparue en 1991, est-elle un pauvre client ayant perdu ses derniers sous sur les roulettes de la spirale de plus en plus vertigineuse des armes ? Ou bien s'agit-il d'autre chose ? Disons d'une stratégie minutieusement réfléchie et prudemment mise en marche par des « professionnels-spécialistes » du Kremlin, en vue de préparer progressivement la réapparition et l'ascension sur la scène géopolitique européenne et globale de la Sainte-Russie ? Bien que celle-ci soit dépourvue, malgré elle et pour le moment, de son *background* central et sud-est européen, mais, en même temps et de son plein gré en revanche, débarrassée une fois pour toute de son ballast idéologique et de son passé « bolchévique ».

Ainsi, tout ce qui s'est passé au-delà de l'ancien « rideau de fer », à partir de 1989, n'aurait-il été qu'un mouvement (complexe et intelligemment prémédité) de retraite, à la recherche justement d'une nouvelle identité et légitimité ? Et ce qui va de soi, cela n'aurait-il été qu'un essai subtil de s'imposer de nouveau en tant que pouvoir mondial, sans lequel on ne peut même pas envisager quoi que ce soit sur le continent européen ? Surtout s'il est question de tracer, pour une nouvelle période historique, sinon les lignes de démarcation, du moins des sphères d'influence. Bien entendu, je ne suis pas invité ici pour me hasarder dans de fâcheuses prévisions ou dans des prophéties aléatoires ! Loin de là ! N'étant pas politologue, je n'ai pas les compétences ni les informations absolument nécessaires pour le faire… Pourtant, je ne peux résister à la tentation de vous faire partager un renseignement que j'ai appris accidentellement et très récemment à Bucarest, d'une excellente source. Si celui-ci est vrai, l'idée de la réunion des ministres européens de la défense au siège de l'OTAN, initiée par la partie russe – et qui a lieu, quelle coïncidence, ces jours-ci à Bruxelles –, a été décidée à l'État-major de l'Armée russe, sans qu'ait été informé, d'une façon préalable du moins, le ministre des Affaires étrangères russe, M. Koziriev !

Cette information, un véritable fait accompli – *se non è vero, è ben trovato* – dont l'on ne pourra peut-être jamais vérifier l'exactitude, attire une fois de plus notre attention sur des rapports de force rudes et, non en dernier lieu, offre un léger éclairage sur la vraie hiérarchie qui existe entre les différents centres du pouvoir russe. En bref, il met en évidence l'importance capitale et la stabilité tenace des données de la géopolitique !

Le sujet de ma modeste esquisse d'aujourd'hui, bien que d'une autre époque historique – celle de la période comprise entre la fin de la guerre de Crimée (1856) et le compromis dualiste de 1867 –, est la naissance de la Double Monarchie d'Autriche-Hongrie.

Mais permettez-moi d'abord une nouvelle et brève parenthèse !

Commençons par un autre fait extrêmement connu et également banal : l'inquiétude, l'hésitation, l'incertitude qui règnent aujourd'hui en Europe ont débuté avec la réunification de l'Allemagne. Conséquence naturelle et logique, oserais-je dire, de la victoire de la supériorité économique et de la fermeté politique de l'Occident dans sa lutte acharnée contre le communisme. D'accord ! Il est aussi vrai que la détermination occidentale, cristallisée graduellement dans les années 1950 à 1970 et fondée sur l'idée salutaire de l'intégration européenne, a produit ses fruits au fur et à mesure du temps : la création d'abord de l'Europe des douze, puis celle des quinze et ainsi de suite...

C'est vraiment un espoir pour toutes les nations européennes, et avant tout pour nous, peuples de l'ancienne Europe centrale. Mais est-ce que l'on a vraiment réfléchi, un peu plus profondément, sur un détail en apparence insignifiant ? A savoir que le premier pas vers cette Europe décentralisée et supranationale – qui théoriquement dépasse largement le concept français de l'État-nation, daté de 1789 encore – était, au fond, un acte qui rappelle plutôt le siècle des nations, le XIX^{e} ? C'est déjà, dès le début, une légère contradiction en soi.

Je comprends très bien que cela était absolument nécessaire, *conditio sine qua non* dirais-je, pour mettre en marche les processus de l'économie de marché et la re-modernisation inévitable de la société est-allemande. Cependant, il s'est vite révélé un décalage, dû surtout à la période communiste, mais également enraciné dans le passé sociohistorique « oriental » des régions en question. Cet écart, existant entre les « *Länder* » occidentaux et ceux de l'ancienne Thuringe, Saxe, Poméranie de l'Ouest, etc., est plus grand qu'entre les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Allemagne de l'Ouest – « noyau dur » de la future « Europe de Maastricht » – au moment de la victoire des forces alliées en 1945 ! Donc, trois années avant un autre événement d'importance décisive : l'entrée en vigueur du plan Marshall.

Parce que n'oublions pas non plus : l'éloignement dynamique de l'idée restrictive nationale vers une Europe intégrale et la réconciliation de portée historique franco-allemande n'auraient

pas été pensables sans l'essor économique et le bien-être social général qui ont eu lieu en Europe de l'Ouest, pratiquement sans cesse durant tout un cycle historique, pendant trente ou trente-cinq ans environ ! Or, en l'absence d'un nouveau projet Marshall, c'est l'Allemagne, c'est-à-dire en dernière analyse l'économie de l'Europe des Douze (et indirectement l'idée européenne même), qui paie les frais de la réunification allemande. Et c'est justement cela, en partie du moins, qui explique la nervosité du système bancaire de l'Europe occidentale...

C'est donc une deuxième difficulté qui ralentit un peu le processus d'intégration et l'élan des partisans de l'Europe unie, dont je fais moi-même partie.

Le troisième problème qui se pose, quoiqu'on le passe souvent sous silence, c'est que, avec la réunification de l'Allemagne, le balancier hypersensible de l'équilibre européen s'est mis à bouger une fois de plus vers l'Est, c'est-à-dire en direction de l'Europe du milieu...

Or, je l'estime du moins, il n'était peut-être pas dû au pur hasard que l'axiome principal, la pierre angulaire de la politique continentale britannique, ait été justement durant de longs siècles *the balance of power*. Dans cette dernière figurait essentiellement l'existence d'un pouvoir – monarchique ou fédéré, peu importe, mais *solide* – qui a assuré la communication naturelle et graduelle entre l'Est et l'Ouest européen et au besoin a servi ou a pu servir d'*État tampon* contre les invasions des Mongols puis des Ottomans. Finalement, il a été en mesure, avec une certaine chance de réussite, de contrecarrer les aspirations « européennes » de l'Empire des tsars...

Puisque l'on joue cartes sur table, je le signale sans retard : selon moi, l'équilibre européen n'a pas perdu, quoique dans des conditions sociohistoriques et des circonstances géostratégiques fort différentes, son importance théorique et pratique. Autrement dit, à mon sens, il faut (faudrait) absolument d'une manière ou d'autre remplir le vide géopolitique créé en Europe centrale par la destruction de l'Empire des Habsbourg.

Mais d'abord, voyons quels étaient les motifs pour lesquels on n'a jamais pu réaliser avant, pendant et après la disparition de ce conglomérat hétérogène une entité étatique fédérale et démocratique des peuples de l'Europe centrale et du Sud-Est.

Je précise et, faute de temps, simplifie brièvement mon point de vue. Le problème originel, héréditaire et central de cette zone à la fois géographique et géopolitique de l'Europe a été, et est toujours, celui-ci : comment, par qui (par quelle force sociale), par quelle élite politique « nationale », par quel pouvoir « supranational » pourrait-on organiser, moderniser, démocratiser la région ? Ou, faute de mieux, la dominer, la diviser ou l'homogénéiser ? Et ce, en définitive, justement en raison de ces intérêts géopolitiques dont il a été question. Quant à ceux qui s'y rattachent organiquement : avec quels moyens et – surtout – avec quel type d'arguments, de preuves et « d'idéologie » peut-on l'essayer ?

Certes, on désigne cette zone géographique – en fonction des époques historiques – Empire de Saint-Étienne du Royaume médiéval hongrois (1000-1526), Empire des Habsbourg (1526-1867), Double Monarchie d'Autriche-Hongrie (1867-1918) ; et puis, partiellement, Grande-Roumanie (1920-1940), Roumanie « socialiste » (1948-1989). Mais il existe aussi d'autres variantes plus générales : l'Europe centrale (*Mitteleuropa*, l'Europe du milieu, l'Europe médiane), puis, après la Deuxième Guerre mondiale, comme il en a été déjà question, les « démocraties populaires » satellites de l'Union soviétique.

Soyons honnêtes. N'est-il pas vrai que la première tentative intégratrice a été celle des empereurs, des « Habsbourg éclairés » : Marie-Thérèse (1740-1780) et, encore davantage, son fils aîné Joseph II (1780-1790) ? N'ont-ils pas voulu – par le biais de réformes civilisatrices, administratives, éducatrices et *germanisantes* – centraliser et intégrer leur empire pluriethnique, composé de régions socio-économiquement et culturellement fort différentes (y compris, dès 1691, la Grande Principauté de Transylvanie) ? N'est-il pas moins vrai, par ailleurs, que tout ce que l'on appelle « problème des nationalités » (la question des minorités nationales) est typiquement le produit

du XIX^e siècle ? Plus précisément : un résultat de l'époque moderne, celle du capitalisme, de l'ère de la formation des nations modernes, selon le concept développé par le modèle français ?

Dans cette perspective et selon les règles de longue durée, ne peut-on affirmer que le véritable début, ici, se situe vraiment en 1789 ? N'est-ce pas le moment d'histoire universelle où l'Ancien Régime de la France féodale et royale cède, contrainte et forcée, sa place au Tiers-État, à la bourgeoisie qui se déclare, sur le coup, État-nation ?

À mon sens, c'est là le signal qui déclenche – après l'échec temporaire de la tentative centralisatrice des Habsbourg – la compétition historique puis la rivalité acharnée entre les différentes forces socio-politiques de la région qui ont, je le répète, le même dessein : organiser, moderniser, intégrer et, si possible, démocratiser la partie centrale et sud-orientale du continent.

En effet, au moment où ce marathon se mettait en route, au tournant du XIX^e siècle, toutes les données du « problème » existaient déjà :

a. Le but et le modèle à suivre étaient l'exemple français.

b. Les tendances centralisatrices-germanisantes des Habsbourg servaient de défi initial.

c. La réponse à ce défi était l'éveil graduel du sentiment « national » des couches dirigeantes des peuples non-allemands de l'Empire. A partir de motifs socio-historiques très complexes, les positions des divers participants à ce mouvement variaient énormément.

Récapitulons : la réponse au défi (germanisant et centralisateur) des Habsbourg, c'est l'éveil du sentiment et de la conscience nationale de la couche socio-historiquement et relativement la plus développée de la région, celle de la noblesse hongroise (il est nécessaire d'ajouter que la bourgeoisie faisait presque complètement défaut). Ce fait s'est avéré encore plus riche de conséquences parce que cette noblesse (encore une fois : en l'absence d'une bourgeoisie hongroise digne de ce nom) n'a pas été seulement le groupe le plus avancé de cette

zone du continent, la force motrice numéro un de l'évolution nationale moderne hongroise, mais elle s'est aussi révélée un modèle qui a laissé une large empreinte sur la mentalité et les réflexes politiques de toutes les couches de la nation hongroise entière en formation – jusqu'à nos jours.

Autres conséquences : le bref avantage (une trentaine d'années environ) dont disposent la noblesse et l'intelligentsia hongroises dans ce processus conçu en termes de compétition historique. Celui-ci a nécessairement provoqué la méfiance, puis les ressentiments des élites non-hongroises de la zone, en plein essor. À commencer par celle de l'intelligentsia roumaine de Transylvanie.

En effet, derrière cette méfiance politique se dissimulent des faits graves de nature sociohistorique. Dans le passé lointain, les différentes couches sociales de l'ancienne Hongrie (*Hungaria*) ont eu tendance à s'intégrer à cette société *hungarus*, de type nobiliaire (c'était dû, en dernière analyse, au style attirant de la noblesse moyenne, incarnant le prestige de l'Empire danubien de la Hongrie médiévale, y compris en Transylvanie). Il en résulte que ces couches-là n'ont pas seulement été intégrées à ce groupe sociologiquement et ethniquement hétérogène, à caractère (et tendance) tout de même hongrois. Le cas échéant, elles ont également perdu leur nationalité en s'assimilant à lui. Bien que – il faut en tenir compte aussi – au départ d'une façon tout à fait spontanée !

Autrement dit, dans la pensée et les réflexes politiques de l'intelligentsia roumaine de Transylvanie, le besoin imposant de modernisation s'entremêle, d'une manière organique, avec les réminiscences de ce fâcheux processus. S'y ajoute également la crainte du pouvoir assimilateur et intégrateur de la noblesse hongroise. Ces Roumains rejettent donc, et d'une façon violente, la stratégie de l'élite aristocratique-nobiliaire hongroise visant – sur les ruines ou dans le cadre des frontières de l'ancien Royaume hongrois – à restructurer et moderniser la société du bassin carpato-danubien.

Voilà pourquoi ils optent, en fin de compte – espérant ainsi mieux assurer leurs droits nationaux – pour la cour de Vienne,

et non pour la révolution hongroise en 1848-1849. Voilà pourquoi ils feront plus tard tout leur possible pour démembrer la Double Monarchie et la Hongrie historique. Ils tireront également parti du dynamisme du jeune État roumain, des rapports des forces en Europe au milieu et à la fin du XIX^{e} siècle surtout, des intérêts économiques et stratégiques de la France, de Napoléon III à Georges Clémenceau.

C'est en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, issu du mouvement des nationalités, que l'oligarchie politique roumaine arrache à la Providence (et aux « faiseurs de paix » de Versailles) la chance de réaliser le rêve des grandes figures de la génération roumaine de 1848 : créer – aux confins de trois empires vermoulus et de leurs miettes – un État moderne, démocratique, européen. Rêve, en dernière analyse, parfaitement identique aux illusions qu'ont vainement bercées – en raison des données de la géopolitique européenne – les éminents représentants de l'élite nobiliaire hongroise. Les chances de réussite étaient – on le sait – différentes. Mais l'inégalité des chances n'exclut pas la ressemblance typologique qui, historiquement, subsiste entre le projet hongrois (illusoire) et le plan roumain (à réaliser encore), surtout pour ce qui concerne le domaine de l'expérience.

L'élite nobiliaire hongroise du XIX^{e} siècle – limitée qu'elle a été par une vision de nation de type nobiliaire, et trop sûre d'elle-même en raison de l'avantage confortable dont elle a disposé au départ – a commis la faute – compréhensible en terme sociologique et de psychologie sociale, mais historiquement fatidique – de ne pas admettre en partenaire égal l'*intelligentsia* des peuples de l'ancienne Hongrie auxquels manquait une aristocratie, voire une noblesse semblable à la sienne. De ce fait, elle a engendré la méfiance, les ressentiments, la haine, le désir de revanche (à cause de leur relatif retard historique) de ses voisins et de ceux avec lesquels elle a cohabité. Elle a aussi déclenché cette force dévastatrice fondée sur un sentiment de frustration (dû à l'inégalité des chances). Celui-ci, à son tour, et en dernière analyse, a fait exploser la Hongrie historique et, de manière fatale, l'un des éléments les plus solides de l'équilibre

européen : l'héritier imparfait mais – géo-stratégiquement – important de l'Empire d'Autriche, la Double Monarchie !

Tout cela pourrait être nommé, en prenant objectivement la distance historico-philosophique qui s'impose, la responsabilité historique de la classe politique nobiliaire hongroise (s'il en est vraiment une, ayant en considération la contradiction entre la structure sociale de l'ancienne Hongrie et les idées dominatrices du « siècle des nations » !). Son discours, à la fois progressif et rétrograde, mais de toute manière – à cause d'un décalage historique non négligeable – très peu compréhensible pour les occidentaux, a offert également des preuves plus ou moins fondées et des subtils prétextes pour faire échouer la tentative libérale hongroise.

C'étaient donc les facteurs autochtones-intérieurs, les données du problème et le terrain du jeu ! Et l'étranger, l'Occident, comment a-t-il réagi ? La question se pose surtout pour la France, foyer de la Grande Révolution et principale propagatrice du « principe des nationalités » ? Autrement dit : comment se sont présentés les facteurs extérieurs ?

Pour entrer quelque peu dans le climat politique de l'époque, je vous propose, chers lecteurs, une méthode insolite. Je vous citerai, sans commentaire d'abord, quelques fragments soigneusement choisis de documents authentiques partiellement connus ou jamais publiés. Les « auteurs » sont certains des principaux protagonistes des années 1850 et 1860 : Jérôme Napoléon, Louis Kossuth (« l'ancien gouverneur de la Hongrie »), le prince Alexandru Ioan Cuza (chef d'État roumain, unifié en 1859) et même l'empereur des Français, Napoléon III. S'y ajoute un agent fort intelligent du général Klapka, le comte d'origine prussienne, Arthur Seherthoss, dont plusieurs rapports et dépêches sont reproduits dans ce volume. Voyons donc :

> « J'ai l'impression, quant à Paris, que l'on n'a confiance ni dans la fermeté du Hongrois (à cause de sa tendance à négociation et à compromis avec les Habsbourg), ni dans sa force (du fait des querelles minoritaires). C'est justement pour cela qu'ils

> comptent [les Français] dans leurs calculs politiques sur d'autres nations à l'Est de l'Europe… » [Louis Kossuth, le 18 janvier 1862.]
>
> « J'en suis bien fâché pour la Hongrie, mais que voulez-vous ? On ne peut pas changer la géographie. » [Jérôme Napoléon (neveu de l'empereur), le seul partisan sincère et dévoué des aspirations hongroises dans la Cour impériale (propos recueillis vers la fin de l'année 1861.]

Kossuth, après avoir résumé les propos de Napoléon III (concernant ses sentiments par rapport aux aspirations roumaines à l'égard de la Transylvanie et au caractère du mouvement national roumain en général) note également – dans l'interprétation du ministre aux Affaires étrangères français de l'époque, Édouard Thouvenel – les vraies préférences de l'empereur quant aux peuples de l'Europe centrale et du Sud-Est. (Reste tout de même à savoir dans quelle mesure il était sincère ; et si la phrase en question n'était pas, malgré tout, issue d'un calcul à effet prémédité) :

> « Je n'ai pas de sympathie que pour le Hongrois et pour le Serbe parmi les peuples habitant le long du Danube jusqu'au Monténégro. Cependant je me demande souvent si ce n'était pas plus facile de créer sous Michel [Obrenovič, fils de Miloš Obrenović] une forte et guerrière Sud-Slavie qu'un Royaume hongrois sous je ne sais qui. »

Et voici d'autres propos de Napoléon III, adressés cette fois-ci à Jérôme Napoléon :

> « Il y a une grande différence entre toi et moi. Tu veux tuer l'Autriche avec des coups de haches et bâton à la main, en revanche je ne fais que désirer sa mort et je ne lui donnerai une cuiller de soupe pour sauver sa vie. Tu es maintenant aussi sur le même pied avec les Hongrois qu'en 59. Tu peux le faire, et c'est bien que tu le fasses, mais moi, je ne peux pas

> le faire, parce que je n'ai pas l'intention de commencer une guerre contre l'Autriche comme c'était le cas en 59. Je n'ai jamais eu peur d'une guerre contre l'Autriche, je n'ai pas peur maintenant non plus, mais je n'ai pas le temps pour commencer, *MOI*, une guerre contre elle. Si les circonstances permettaient aux Hongrois de se lever, j'en serai content, et je ne crains pas qu'ils se lèvent d'une façon irréfléchie. S'ils se lèvent, donc, je suivrai avec la plus grande attention chaque pas qu'ils feront. Je n'empêcherai pas que d'*AUTRES* sautent à leur secours, ils peuvent même compter – à part mon appui moral – sur mon aide matérielle, une fois atteint un certain stade de succès, mais actuellement, moi, je ne peux pas conspirer avec eux ; c'est le rôle de *ton beau-père* [Victor-Emmanuel, roi de Piémont] aujourd'hui, parce que pour lui l'indépendance de la Hongrie est une nécessité inévitable, pour moi elle n'est qu'utile. Dis ceci à tes amis hongrois, et aussi qu'avec un comportement de type *vis inertia*, jusqu'ici je suis d'accord, il le faut continuer avec fermeté, et avec les Serbes, les Croates et en général avec la population de la langue étrangère [sur les territoires de la Hongrie historique] il faut s'entendre à tout prix, et le plus tôt possible, car, sauf le Bon Dieu, personne ne peut savoir en quelle direction peuvent évoluer les circonstances européennes le printemps prochain. » [Remarque de Kossuth : « L'expression "à tout prix", nous l'entendons au sens rationnel, et il faut que nous l'entendions en tant que telle. »]

Dans un rapport détaillé au général Klapka sur sa conversation du 10 août 1864 avec le prince Cuza, le comte Sehertoss conclut qu'avec la Roumanie devenue un État internationalement reconnu et allié de la France, une action militaire conjointe de l'Italie, de la Hongrie et de la Roumanie contre l'Autriche n'était plus à l'ordre du jour.

Après ce bref détour, que j'espère pardonnable, revenons au sujet de la géostratégie !

Des documents consultés, je crois qu'il résulte une série d'interrogations faciles à faire. Il y a tout de suite une question qui se pose aussi naturellement que possible, à savoir : quelle a été, en effet, le rôle de la France, de la diplomatie officielle, officieuse et secrète de Napoléon III dans ces jeux politiques extrêmement importants pour l'avenir de ce coin du continent européen et – autre élément qui s'y rattache indissolublement – pour l'évolution de la conscience nationale (et la formation de « l'image de l'autre ») de ces peuples malchanceux ? Autre formule, née de la même interrogation, cette fois-ci à caractère purement historico-philosophique : est-ce que la France (la politique et la pensée historique françaises) a perçu la vraie nature et la dimension de ses actions menées en Europe centrale et du Sud-Est dans la perspective lointaine de l'équilibre européen – *balance of power* – et de l'Europe unie ?

Faute de temps et d'espace, je me bornerai à dire tout simplement que le poids des initiatives et des démarches françaises a pesé très lourd, et parfois d'une manière décisive, sur l'avenir de la zone ! En le déclarant, je pense avant tout à la volonté de la France de Napoléon III d'affaiblir simultanément les deux piliers les plus forts de l'Europe de la Sainte-Alliance du congrès de Vienne de 1815 : la Russie et l'Autriche. Ce sont là les deux ennemies mortelles des aspirations nationales roumaines et, il faut préciser, celles aussi des Hongrois et des Polonais.

Cependant, par raison tactique et par manque de force réelle, la France se contente en 1856, pour le moment, de la maîtrise de la Russie et de son éloignement de l'embouchure (Delta) du Danube. La diplomatie française fait tout son possible pour créer un puissant barrage viable devant l'armée russe vers Constantinople et les détroits méditerranéens (le Bosphore et les Dardanelles). Cette barrière naturelle, ce petit État tampon, s'appelle désormais et plus exactement à partir du 24 janvier 1859 les Principautés unies de la Moldo-Valachie, germe de la future Roumanie.

Pour conclure, encore une fois d'une façon simpliste : les aspirations nationales naturelles roumaines et les intérêts géopolitiques français, dans les années 1850-1860 au moins, coïncident et se renforcent mutuellement.

Je viens de faire allusion au retrait de la politique française – bien que, et comme nous l'avons vu, Napoléon III pense quelquefois en 1859 à la destruction totale de l'Autriche – devant la responsabilité écrasante de la restructuration imminente de l'Europe centrale et du Sud-Est (de l'Europe du milieu). C'est justement pour cela que l'empereur, selon ses propres mots, se contente de laisser mourir l'Autriche toute seule et se refuse à lui fournir des moyens pour survivre. C'est le motif pour lequel, en fin de compte, Napoléon III n'a fait les choses qu'à moitié en Italie, lors de la guerre franco-sardo-autrichienne en 1859, et abandonne également les aspirations garibaldiennes-mazziniennes au *Risorgimento* italien, et les tentatives anti-autrichiennes et antirusses des émigrés hongrois et polonais dans les années 1860. Autrement dit : l'empereur des Français, en raison des intérêts globaux de la vision géopolitique française de l'époque et, au second plan, en vertu du principe des nationalités, doit choisir entre les aspirations nationales polono-hongroises et serbo-roumaines. Cette alternative se présente sans trop pouvoir mesurer les conséquences imprévisibles survenues beaucoup plus tard dans les rapports entre lesdites nations et dans le tissu social et mental des peuples intéressés.

L'autre conséquence imprévue qui allait peser de façon encore plus lourde dans la balance de l'histoire européenne, c'était que Napoléon III (et la diplomatie française en général), par ses subtiles manœuvres, a pu sans aucun doute atteindre son dessein. Cependant, par l'affaiblissement graduel et simultané de ses deux rivaux centre et est-européens (l'Autriche et la Russie), la politique du Second Empire a préparé – sans le vouloir – le terrain pour les aspirations « grande-allemandes », dont le chancelier de fer – le comte von Bismarck – n'a pas trop hésité à profiter. Le reste, on le connaît... Le cercle s'est fermé. Espérons qu'il ne soit point un cercle vicieux ! En vertu de tout ce que j'ai essayé de vous dire et de vous suggérer, permettez-moi d'achever mes propos de manière peu ortho-

doxe, par deux questions légèrement provocatrices – en espérant un vif dialogue. Comment faire échouer, par un commun accord et par une volonté d'acier de tous les Européens, la tentation de la répétition de l'histoire ? Autrement dit : l'Europe intégrale est-elle vraiment la panacée à la recherche de laquelle l'on s'est réuni ce soir ?